

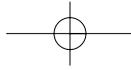
THÉO KLEIN ou l'apothéose de la RAISON BORGNE

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de sciences sociales, consultant en organisation, chargé de l'implantation de systèmes d'information dans les administrations publiques, président d'une association dédiée à la défense contre la désinformation.

Dans les années qui ont suivi l'échec du sommet de Camp David le 25 juillet 2000, au plus fort de la sanglante Intifada dite Al Aqsa, Théo Klein, qui bénéficie d'une excellente image auprès des médias nationaux, a pu exprimer ses opinions en public à d'innombrables reprises. Les prises de position qui nous intéressent ici ont porté sur le thème de la guerre et de la paix au Proche Orient et sur la question désormais lancinante de la résurgence en France d'actes et de paroles que, faute de mieux, on qualifie d'antisémites. Avec la mort d'Arafat, les stratégies des deux camps en présence ont subi de profondes inflexions. L'analyse qui suit du discours de Théo Klein s'inscrit dans le contexte politique et médiatique français du moment, alors qu'Arafat assurait fermement la conduite de l'offensive palestinienne qui a débuté en septembre 2000. Depuis l'avènement de Mahmoud Abbas, les interventions publiques de Théo Klein sont pratiquement inexistantes.

Le discours de Théo Klein ne se rapporte pas à des questions plus ou moins spéculatives de prospective, de société ou de philosophie dont les intellectuels sont friands. Non, la toile de fond de son message, c'est le grondement infernal des explosions suicides, la cruelle douleur des civils israéliens fauchés ou déchi-



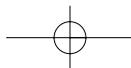
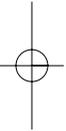
rés dans leurs corps et dans leurs destins, le fracas des missiles, le roulement des chars, la fureur des enterrements palestiniens et les files d'attente aux check points. En arrière plan, c'est aussi en France, des synagogues et des écoles agressées, des cimetières profanés, une éruption d'actes de harcèlement qui ont remis en cause la vie quotidienne d'une partie importante des Juifs de France et la perception de leur citoyenneté.

Dans les tribunes qui lui sont offertes ou qu'il sollicite, Théo Klein va s'affirmer comme un critique particulièrement intransigeant de la politique des gouvernements israéliens successifs, et désigner avec colère le comportement vicieux des Juifs de France qui font selon lui du raffut avec un « antisémitisme » qui n'existe pas.

Le personnage a de solides arguments pour s'ériger en figure de sage, érudit et au-dessus de la mêlée. Outre son âge avancé, voilà un homme qui connaît bien Israël. Il a pris la nationalité israélienne, il parle hébreu et il a même tenu à passer les examens professionnels israéliens qui l'habilitent à exercer sur place son métier d'avocat. Il possède une demeure à Jérusalem où il se rend fréquemment. Il s'est prononcé avec beaucoup de conviction pour l'existence d'un Etat juif¹. Bien que vivant surtout à Saint-Cloud, cette affirmation devrait en faire un sioniste incontestable.

Sur les questions du judaïsme français, sa parole n'est pas non plus dépourvue de références. Dans la période de l'Occupation, jeune militant juif, il a été résistant et il n'a plus cessé de s'engager depuis : son activité a été couronnée par deux mandats de président du CRIF au cours desquels il a inauguré les fameux dîners annuels où des autorités éminentes de l'Etat dialoguent avec la représentation communautaire juive. Il a consacré plusieurs ouvrages à la définition de son judaïsme et à l'être-juif en France². Bien que non pratiquant, il fait état d'un appétit inassouvi pour l'étude de la Torah et, dans la conversation, il fait volontiers un pont entre le sujet en débat et les paraboles bibliques. Tout cela lui confère une autorité de personnalité représentative du judaïsme français, bien qu'il n'exerce plus aucun mandat depuis longtemps.

La médaille a son revers. Quand il brosse des analyses, quand il formule des jugements, quand il assaille les rédactions de la presse nationale de propositions d'articles, il intervient, avec tout le poids de ses titres passés et de son image présente, dans une guerre dont les enjeux sont la vie et la mort de milliers de personnes, le destin de la nation juive, mais aussi la nature des démocraties occidentales. Il ne peut en aucun cas se prévaloir de la simple posture de l'observateur, au dessus de la mêlée, qui dit simplement ce qui lui semble vrai. Ses paroles ont des effets matériels, des conséquences tangibles, d'autant plus puissants que la guerre palestinienne³ menée contre Israël est une forme très nouvelle de guerre



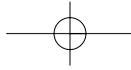
où l'affrontement armé n'est qu'une des facettes de la nasse stratégique conçue pour isoler, diviser et frapper l'adversaire israélien dans ce qui est vital pour lui : l'économie, la diplomatie, la réputation, l'estime de soi, et une certaine manière de vivre. Sur ces terrains-là, la parole d'une personnalité juive, prononcée avec force d'une tribune publique en France, peut faire plus d'effet que les balles.

Les campagnes mondiales de délégitimation d'Israël, où selon la formule de Lenine, des Juifs font office d'idiots-utiles, en sont une illustration. C'est ainsi que l'homme d'opinion en Occident peut devenir l'agent, non immatriculé et non rémunéré, mais autrement plus efficace qu'une division armée, du triomphe d'un camp sur l'autre. Aux pires moments de la pire des guerres terroristes qu'ait connu le peuple auquel il dit appartenir, alors que les civils israéliens étaient décimés par centaines, Théo Klein va investir tous les forums possibles pour lancer les accusations les plus violentes contre les autorités israéliennes, parfaitement en phase avec la propagande palestinienne et les déchaînements médiatique nationaux de l'époque⁴.

On peut avancer beaucoup d'explications à un tel comportement. Il y a la théorie de Theodor Lessing, sur la *Haine de soi juive*⁵, où le Juif moderne ressent la double culpabilité de demeurer Juif aux yeux des autres et de trahir en même temps son appartenance. La haine de soi est une culpabilité mais aussi une souffrance. Pas de trace visible de souffrance chez Théo Klein, mais une profonde satisfaction de soi et des signes manifestes de jubilation face aux micros et aux caméras.

Plutôt que de « haine de soi », on pourrait parler de « haine des siens ». Mais là encore, le concept se dérobe. La haine des siens, transitoire, peut être la signature de l'adolescence qui se définit face à la structure d'autorité familiale parfois sublimée en haine de la société. Dans le cas de Klein, qui est âgé de plus de quatre vingt ans, la finesse et l'organisation de la pensée, l'agilité dans le dialogue, la maîtrise des relations de communication, abolissent toute suspicion d'immaturation. Quand il est interrogé, s'il le désire, Théo Klein sait parfaitement éviter d'aller là où ses interlocuteurs veulent l'amener. Avec une grande habileté, il peut tenir un discours aux Juifs, mais un autre aux journalistes mis en appétit par les débordements de ses « lettres » périodiques aux dirigeants israéliens. Nonobstant l'outrance quand il s'agit d'Israël et la passion des tribunes, rien d'infantile n'émane de sa personnalité.

Pour ceux qui voudraient en savoir davantage sur sa personnalité, on signalera que dans son *Petit traité d'éthique et de belle humeur*⁶ Théo Klein rapporte un étrange souvenir d'enfance. Au moment de la sieste, dans une garderie, un enfant brise d'un jet de pierre la vitre de la véranda. Face aux sévères « tata », le jeune Klein va se dénoncer pour cet acte qu'il n'a pas commis. L'auto-dénon-



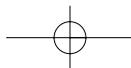
ciation n'a pas que des inconvénients. Elle lui permet de nouer des relations ambiguës mais privilégiées avec l'autorité. En se dénonçant, le jeune Klein s'avance au premier plan, il occupe la scène : s'il s'est dénoncé, c'est qu'il a aussi du bon. Il a commis une faute mais il s'est repenti. Il est honorable et il le prouve ainsi à l'autorité. Son élan comporte cependant des inconvénients pour les autres dont, tout jeune, il n'a déjà cure : il engage ses parents qui devront rembourser le dommage. Un peu comme ses diatribes d'aujourd'hui engagent les Juifs et les Israéliens. C'est à eux qu'on présente la note de ses pamphlets.

Il n'est pas utile de supputer plus longtemps sur les ressorts intimes des passions de Théo Klein, dont nous ne savons, en réalité, à peu près rien. On laissera à ses biographes le soin de les élucider. Nous tiendrons donc ici les propos et les positions de Théo Klein pour un discours rationnel, donc réfutable, que nous prendrons comme tel, sans retenir une quelconque interférence de l'âge du personnage, de ses possibles conflits intrapsychiques ou d'éventuels intérêts personnels.

La raison borgne

Puisqu'il est question de rationalité, on peut mettre d'emblée le doigt sur une faille structurante de tout le discours de Théo Klein. Dans un entretien donné en juillet 2002 à la revue *Confluences Méditerranée*, il déclare à Jean-Paul Chagnollaud et Régine Dhoquois-Cohen : « Je me donne le droit de m'insérer par la parole dans les affaires israéliennes, mais je ne me sens pas autorisé à analyser de l'intérieur la situation du côté palestinien »⁷. Théo Klein prétend ainsi, *urbi et orbi*, qu'il est en mesure de donner une interprétation des événements et des enjeux, d'établir les responsabilités respectives, de critiquer les méthodes des protagonistes, même s'il renonce par principe à analyser de l'intérieur l'une des deux parties. Sans le travail d'étude des intentions palestiniennes, sans une élucidation des niveaux de discours, sans le repérage des stratégies et des tactiques mises en œuvre, il s'autorise à formuler des recommandations et des jugements, comme par exemple : « ... nous n'avons que trop tardé à reconnaître l'Etat palestinien. C'est leur revendication, elle est juste »⁸. Est-ce bien « leur » revendication ? Alors que le maître antique de la stratégie, Sun Tzu, posait la maxime universelle « celui qui connaît son ennemi et se connaît lui-même mènera cent combats sans risque »⁹, Théo Klein choisit d'emblée de confiner la moitié du champ d'analyse dans un périmètre aveugle : il consacre ainsi une innovation de son cru, la raison borgne, celle qui lit à gauche mais pas à droite, ou l'inverse, et dont on verra plus loin les brillants aboutissements.

Comme la nature a horreur du vide, une représentation des objectifs et des méthodes de la partie palestinienne lui est malgré tout indispensable pour

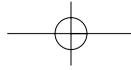


formuler ses opinions. Faute d'un vrai travail, désireux de « coller » aux emportements de l'opinion, Klein va reprendre à son compte ce qui est spontanément à sa disposition, les lieux communs qui saturent l'espace médiatique. La faiblesse, la douleur et l'innocence palestiniennes, la défense des droits élémentaires de cette nation légitime, autant de constructions de la très professionnelle propagande palestinienne qui occupent en Europe le vide de l'information et de l'analyse. Klein consentira quand même à s'offusquer de l'accoutrement d'Arafat, toujours en uniforme, même pour signer les traités de paix. Il pointera ici et là la duplicité du personnage, il se posera des questions sur la négation par le même Arafat de tout lien entre les Juifs et le Mont du Temple à Jérusalem. Mais il en restera là, au service minimum.

La posture angélique

Avant d'aborder le fond, il faut mentionner encore un procédé familier à Théo Klein, à première vue déroutant, en réalité tout à fait habile. C'est le syndrome angélique. Par exemple, à la fin 2002, un peu avant les élections israéliennes prévues pour janvier 2003, il suggérait au candidat travailliste une méthode de son cru pour mettre fin au cruel conflit israélo-palestinien : allumer des bougies et se rassembler devant les maisons, tous peuples confondus, « pour illuminer la terre commune »¹⁰. Personne n'avait encore imaginé ce genre de solution. Dans ce conflit impitoyable, centenaire, où les mères encouragent leurs enfants à mourir en shahid en tuant le maximum de Juifs, où la jeunesse est conditionnée dès le premier âge à haïr les Juifs et à brandir les clés de sa propriété immémoriale sur la terre d'Israël, où les « *Protocoles des Sages de Sion* » et les manuels négationnistes se multiplient comme les pains, la suggestion de Klein semble être celle d'un simple d'esprit. Il n'en est rien. La résolution des problèmes avec une bougie, en agitant les bras, comme aux concerts de Patrick Bruel ou de Pascal Obispo, voilà qui est dans l'air du temps, la marque de la confusion d'une époque, qui dévore l'opinion occidentale, européenne en particulier¹¹. L'homme public Klein surfe sur l'air du temps.

La posture angélique a plusieurs fonctions. Tout d'abord elle permet de se tailler une franche popularité. Le démagogue sait donner des problèmes une vision binaire, où le gentil s'oppose au méchant, où les solutions se réduisent à un problème de bonne volonté et de communion. Dès que les dures contraintes de la réalité sont occultées, on peut accuser et mettre à peu de frais la facilité de son côté. La seconde fonction de cette posture, c'est de rendre la réalité inintelligible. L'invocation des bons sentiments dans un contexte féroce, la mise en avant de concepts sucrés, a pour seul effet d'obscurcir les enjeux, les intentions et les méthodes des protagonistes. C'est le moyen de transformer en vic-



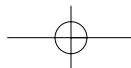
time le coupable que les faits désignent clairement dans la réalité crue. Dans cette veine Klein écrit : « ...on partage le même objectif. Lequel ? Vivre en paix ! Le veulent-ils là-bas ?... Je parie pour la réponse unanime : la paix »¹². Qu'importe si la plupart des sondages enregistrent depuis quatre ans le désir des Palestiniens de poursuivre l'Intifada armée, évacuation israélienne ou pas¹³. Mais puisque la réponse « pour la paix » est unanime, pourquoi la paix tarde-t-elle ? Tout simplement, suggère Théo Klein, à cause de Sharon.

Dans une variante, l'Angélique renvoie les adversaires dos à dos. Puisqu'il y a eu de la violence et du sang, tout le monde est coupable de la même façon. Il devient alors impossible de distinguer celui qui prend l'initiative de la violence de celui qui lui fait barrage. « L'escalade des violences de part et d'autre, l'aveuglement des chefs de guerre, la rage de vaincre et de faire plier... Violence aveugle et barbare des attentats-suicides, violence prétendument ciblée de la riposte de l'armée israélienne »¹⁴. Faute de chronologie et faute d'analyse, il est impossible de répartir les responsabilités. Par ce procédé on retire à Israël son droit de se défendre puisque les deux postures, agression et défense contre l'agression, sont également condamnables. Une telle confusion n'est cependant pas neutre : elle est indispensable pour protéger sournoisement celui qui initie la violence, et dénoncer celui qui est en situation de défensive stratégique, au nom de sa puissance supposée.

Les enjeux de la guerre

Pour Théo Klein – qui refuse de faire l'analyse de l'intérieur de la partie palestinienne –, les buts de guerre de ces derniers sont simplement la reconnaissance de leurs droits nationaux, la récupération de leurs terres confisquées par les implantations israéliennes et la création d'un Etat à eux. Le conflit tourne autour « d'une seule question essentielle et décisive : les Palestiniens ont-ils un droit égal à celui des Israéliens de vivre sur une partie de cette terre commune pour être à leur tour un peuple digne, libre, saluant son drapeau et élisant ses dirigeants ? »¹⁵ Si la réponse était oui – on sous-entend qu'Israël prône le non et que c'est pour cela que le conflit se poursuit –, si ces droits nationaux étaient assurés, le conflit s'éteindrait de lui-même. Cette thèse de bon sens, qui fait consensus en Europe (on y adjoint quelques ingrédients comme la fin de la colonisation et la continuité territoriale du futur Etat), est un pur produit de la raison borgne. Et si, au lieu de soliloquer, on allait voir ce qu'en pensent les leaders palestiniens ?

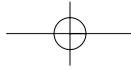
Le 9 juin 1974, l'OLP tenait au Caire un Conseil National qui allait fixer pour des décennies la stratégie palestinienne face à Israël. Pour ce Conseil National, la guerre du Kippour venait de montrer qu'Israël n'était pas complètement



invincible et que si une guérilla à l'intérieur de la ligne verte avait pu accompagner l'offensive égyptienne de 1973, on aurait pu en finir avec le cauchemar sioniste. L'OLP décida alors d'utiliser « tous les moyens et avant tout la lutte armée pour libérer le territoire palestinien et établir une autorité nationale combattante indépendante sur toute partie du territoire qui aura été libéré [article 2]... Une fois l'Autorité nationale palestinienne établie, elle s'efforcera de réaliser l'union des pays de la zone de confrontation, dans le but d'achever la libération de l'intégralité du territoire palestinien [article 8] »¹⁶. C'est la stratégie des étapes : d'abord libérer d'une façon ou d'une autre un morceau de territoire où trouver des combattants, des soutiens populaires, des armes, des structures de repli, ensuite, mener à partir de ce territoire des opérations armées, enfin, s'imposer en coopération avec les pays de la « zone de confrontation », les frères arabes. Clairement, la doctrine des étapes est une théorie de la destruction d'Israël. A-t-elle été abandonnée avec le processus de paix ? Pas du tout. Tout au long des années d'Oslo, Arafat, le Fatah, l'OLP, ne cessent de rappeler que le processus de paix est l'application pure et simple du programme de 1974¹⁷. Et ils ont raison. Eux qui étaient isolés et exilés à Tunis, les voilà investis d'un territoire fortement peuplé, de financements internationaux considérables, d'une armée aux effectifs deux fois plus grands que ceux qui étaient prévus dans les accords. Ce sont là tous les ingrédients du programme de 1974 [article 2], qui permettent de lancer enfin la première phase de l'action armée contre l'Etat juif [article 8].

En tout état de cause, l'impératif de destruction d'Israël n'est pas seulement un impératif national, c'est aussi un impératif religieux, un commandement divin, avec lequel on ne transige pas. Il ne s'agit pas de créer un Etat palestinien, mais de remplacer l'Etat israélien par un Etat arabe. La Charte de l'OLP de 1968 mentionnait à quatorze reprises la destruction d'Israël et contrairement à la rumeur, elle n'a pas été abrogée en 1996, lors du simulacre de vote du Conseil National Palestinien en présence de Bill Clinton¹⁸.

Fayçal Hussein, le ministre de l'Autorité palestinienne pour Jérusalem, un grand leader palestinien comme on les aime en France, meurt semble-t-il d'un accident de santé le 31 mai 2001. L'éditorialiste du *Monde* de l'époque, Alain Frachon, le décrit comme un « gentleman nationaliste palestinien... Il avait l'allure d'un seigneur, et ce n'était pas qu'une allure... en Israël même, certains, les plus clairvoyants, le respectaient pour ce qu'il était : un nationaliste palestinien sans concession, mais sans haine aucune ; un homme aux convictions dures comme la pierre de Jérusalem, mais prêt au compromis territorial »¹⁹. Juste avant de mourir, Hussein léguait au quotidien égyptien *Al-Arabi* une interview parue le 24 juin 2001²⁰ qui mettait en évidence de façon lumineuse la quintessence de la doctrine des milieux dirigeants de l'OLP sur les objectifs



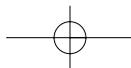
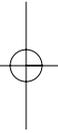
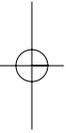
ultimes de la lutte palestinienne. Pour lui, les accords d'Oslo étaient un cheval de Troie qui avaient permis aux Palestiniens d'investir la place et non une fin en soi puisque « ... notre but suprême est [toujours] la libération de toute la Palestine historique de la Rivière [du Jourdain] à la Mer [Méditerranée], même si cela signifie que le conflit durera pendant encore mille ans ou pendant beaucoup de générations... La Palestine est en entier une terre arabe, la terre de la nation arabe, une terre que personne ne peut vendre ou acheter... Comme j'ai une fois dit dans le passé : nos yeux doivent continuer à se concentrer sur le but suprême. Le danger réel consiste en ce que je pourrais oublier, en avançant vers mon but à court terme, que je pourrais tourner le dos à mon but à long terme, qui est la libération de la Palestine de la rivière [le Jourdain] à la mer »²¹.

Ce qu'il faut noter dans cet exposé stratégique, c'est la notion de « *terre que personne ne peut vendre ou acheter* » qui introduit le paramètre religieux fatal. Si nul ne peut aliéner la terre palestinienne, c'est parce que c'est une terre islamique, une terre sacrée, attribuée aux musulmans par une disposition divine. La charte du Hamas développe un argumentaire identique, qui retire aux dirigeants tout pouvoir de transiger sur l'avenir de Jérusalem, de Haïfa, de Tel Aviv ou de Beer-sheva²². La destruction du pouvoir juif en Israël n'est plus une question politique ou une question nationale, c'est un dogme inscrit dans le marbre du sacré, qui expose tout Musulman qui s'aviserait de le transgresser aux feux brûlants de l'enfer ou au couteau du Moudjahid. D'ailleurs, la geste palestinienne utilise plutôt la notion d'usurpation de la terre, laissant la catégorie de « l'occupation » aux consommateurs occidentaux de sa propagande.

La revendication du « droit au retour » sur lequel les Palestiniens sont si intransigeants, qui a été à la base du refus d'Arafat à Camp David en juillet 2000 avec la demande de souveraineté sur Jérusalem, est du même acabit. Les Palestiniens et la plupart des Arabes leur attribuent une nature religieuse sur laquelle les dirigeants politiques n'ont aucune latitude.

Israël peut-il être détruit ?

C'est la réalité de ces buts de guerre palestiniens que Théo Klein a choisi de ne pas reconnaître dans sa démarche borgne. Tout ceci, dira-t-il, n'est qu'un tissu d'absurdités²³. Sa profession est d'ignorer et de nier les intentions profondes et le mode de pensée des Palestiniens qui exigent d'eux la lutte sainte, le *djihad*, contre l'Etat juif. Selon Klein, Israël est trop puissant et les Palestiniens trop faibles pour que l'argument israélien d'une guerre de survie soit autre chose qu'une supercherie. Il reproche furieusement à Sharon de présenter les choses sous cet angle : « Israël est un pays fort, Israël a une armée forte... Et malgré tout cela, Israël continue de se conduire comme un Etat assiégé qui a peur pour son



existence. "Guerre de survie" (!!!) a déclaré Sharon aux Américains... »²⁴. Les trois points d'exclamation – d'indignation – sont bien de Théo Klein. Israël, à son goût, ne peut pas être vaincu, c'est un roc indéracinable et prétendre le contraire est une manœuvre de Sharon. Son existence étant une donnée, la seule question pertinente est celle de l'Etat palestinien, qui a droit, lui, à toutes les concessions, et ses futurs leaders à toutes les complaisances.

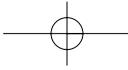
Le problème, c'est que dans le monde réel, qui est différent du monde borgne, ce sont des monstres froids qui s'affrontent, et l'enjeu n'est rien d'autre que la vie ou l'élimination, pour les Etats et même pour les civilisations. Dans le contexte démographique, stratégique, économique, culturel du Proche Orient, il y a de nombreuses forces et des plus qualifiées qui tiennent pour tout à fait plausible ou même certain le triomphe arabe et la disparition d'Israël.

C'est le cas du géopoliticien Gérard Fouchet : « Disons-le tout net : notre thèse est que les jeux sont faits, et qu'à terme les Palestiniens vont peut-être finir par l'emporter. Pour les vingt prochaines années, ce que peu d'observateurs remarquent, on peut prédire que l'État hébreu est entré dans une passe très difficile. Comme jadis l'URSS, ou la Fédération de Yougoslavie, qui étaient aussi (mais d'une autre manière), des "États artificiels", hétérogènes, et fragiles sous une façade de solidité trompeuse, il se peut qu'Israël n'en ait plus pour très longtemps, malgré sa puissance militaire apparente »²⁵.

Dans son ouvrage « *Tous américains ?* », Jean-Marie Colombani décrit le cheminement de l'idée de disparition d'Israël dans les sommets du pouvoir français : « D'ailleurs prêtons l'oreille. Cette hypothèse [de la disparition d'Israël] est de plus en plus ouvertement évoquée et c'est un grand changement par rapport au siècle précédent ! On l'entend dans l'entourage même de l'actuel président de la république, Jacques Chirac. Au regard du temps long de l'Histoire, disent-ils, Israël est-il plus qu'une péripétie ? une parenthèse ? »²⁶.

C'était en 2002. Deux ans plus tard, prenant ses informations aux mêmes sources, Dominique Moïsi s'indigne des supputations auxquelles se livre notre diplomatie : « Si la menace du fondamentalisme islamique est bien devenue le problème majeur de notre temps, la "fin de l'expérience étatique" d'Israël ne pourrait-elle constituer, au moins, un des éléments de la solution ? Contrairement à ce qui est dit trop souvent, ce n'est pas le retour d'un antisémitisme comme l'Europe en a connu dans les années 1930 qui se profile à l'horizon. C'est un processus de "désamour" d'Israël qui peut aller jusqu'à la remise en cause même de la légitimité et du droit à l'existence de l'Etat hébreu... »²⁷.

Guy Sorman ne croit nullement à un Etat palestinien : « Imagine-t-on vraiment les Palestiniens et le monde arabe se satisfaisant d'un Etat croupion enclavé et non viable ? »²⁸. L'issue ne peut donc être que la disparition d'Is-

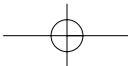


raël. Entre autres hypothèses, « ...il suffirait d'une seule bombe, chimique ou nucléaire, pour qu'Israël soit rayé de la carte... Une seule bombe pour que disparaisse la majorité des Israéliens ; les autres ne fuiraient-ils pas alors vers les Etats-Unis, le Canada, l'Europe de l'Ouest, sans attendre leur extermination complète ? On ne saurait leur en faire grief »²⁹. C'est exactement le genre d'amabilités que le régime iranien a déjà promis à Israël. Guy Sorman va d'ailleurs plus loin, en traçant tout bonnement la perspective d'un monde sans Juifs : « ... il y subsisterait le souvenir des Juifs, une interprétation du monde qui n'eut pas été possible sans leur faculté de le décoder »³⁰.

Revenons à présent à la formule de Théo Klein. Il nous disait qu'une seule question était essentielle : « les Palestiniens ont-ils un droit égal à celui des Israéliens de vivre sur une partie de cette terre commune pour être à leur tour un peuple digne, libre, saluant son drapeau et élisant ses dirigeants ? »³¹. Que retenir à présent, à l'issue de notre brève incursion au-delà de la pensée borgne ? Et bien que le droit de vivre sur une partie de la terre commune, comme un peuple digne et libre, saluant son drapeau et élisant ses dirigeants, ce n'est pas aux Palestiniens qu'il est contesté, mais à Israël. Les Arabes et les Palestiniens ont juré de le lui arracher. Ce n'est pas l'Etat palestinien qui est en cause dans cette guerre, c'est l'Etat d'Israël, et si les Palestiniens et les Arabes ont refusé un Etat palestinien, sans fléchir, du plan de partage de l'ONU de 1947 à la conférence de Camp David de juillet 2000, c'est tout simplement parce que la naissance de cet Etat pouvait donner, selon eux, un sursis à l'Etat d'Israël. Une fois encore Théo Klein a renversé le problème : il a transformé une guerre qui se propose de retirer aux Juifs et aux Israéliens leurs droits nationaux, en une guerre des Juifs et des Israéliens pour contester aux Palestiniens ces droits nationaux qu'ils leurs reconnaissent, eux, depuis plus d'un demi siècle ! Erreur d'analyse, peut-être ; service appréciable rendu à l'entreprise éradicatrice arabo-palestinienne, certainement.

Comment s'y prendre pour abattre Israël ?

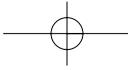
Théo Klein ne veut rien savoir de la façon dont les dirigeants palestiniens pensent et se représentent le monde. Ses innombrables exhortations s'adressent exclusivement aux dirigeants israéliens, qu'il met au pied du mur, car pour lui tout dépend d'Israël. Par exemple il fait à Ehoud Barak un reproche surprenant : « ...dans son programme, ne figuraient pas les mots "Etat de Palestine" ou "Etat palestinien" ! »³². De façon obsessionnelle, il demande aux Israéliens d'annoncer d'emblée la création de l'Etat palestinien (dont Sharon répète accepter le principe depuis au moins trois ans) et d'annoncer leurs objectifs avant même le début des négociations. « Tout est possible à partir du moment où on accepte



de faire la première démarche... l'essentiel est le premier pas accompli... »³³. Et le premier pas, c'est de dire : « nous allons entamer des négociations dont le but final est la création au côté d'Israël d'un Etat palestinien »³⁴. Klein suspecte Israël de refuser aux Palestiniens un Etat, mais c'est sans fondement car chacun connaît les propositions de Barak à Camp David et sait que c'était un Etat qui était proposé aux Palestiniens, sur plus de 95 % des Territoires. Chacun sait aussi qu'Israël a fait beaucoup de premiers pas et qu'il a négocié de Madrid à Washington, d'Oslo à Charm el-Cheikh et à Wye River, etc. Le problème c'est que l'initiative de la paix n'est jamais le monopole d'une partie seule : pour faire la paix, il faut être deux. Klein refuse d'ailleurs aux Israéliens de se poser la question de l'interlocuteur : « Votre problème n'est pas de mesurer la crédibilité du chef des Palestiniens – c'est leur affaire »³⁵. Il n'est quand même pas sans intérêt de savoir comment il pense, si c'est un chef terroriste, un Ben Laden, un Al-Zarquaoui, ou au contraire un leader comme Anouar al Sadate qui est à l'autre bout de la table.

Un jeune palestinien de 30 ans, Zakaria al-Zoubeidi, chef des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa à Jénine, faisait dans *Le Figaro*, en septembre 2004, une déclaration qui mérite l'attention : « Les opérations suicides sont le seul moyen pour nous de faire mal [aux Israéliens]. Il ne s'agit pas seulement de tuer des civils : cela détruit leur économie, leur industrie touristique, leur mode de vie »³⁶. Il faisait écho, le savait-il, à une ligne stratégique exposée par son maître Yasser Arafat, plus de trente cinq ans auparavant. Arafat écrivait : « Nous devons lancer une campagne soutenue de terrorisme qui minera la vie des citoyens, empêchera une immigration vers Israël et obligera les Israéliens à quitter Israël... détruira le tourisme... affaiblira l'économie en obligeant les Israéliens à consacrer la majeure partie de leurs ressources à la sécurité du pays... Maintenir une ambiance de tension et d'anxiété qui forcera les sionistes à réaliser qu'il est impossible pour eux de vivre en Israël »³⁷. On voit dans ces deux déclarations convergentes que les leaders palestiniens³⁸ n'ont pas intérêt à la fin des hostilités, et qu'ils ne font pas du terrorisme pour le terrorisme. Ils agissent pour des résultats, la fin d'Israël, dans le contexte d'une doctrine politico-militaire mais aussi idéologique et religieuse.

Du point de vue de la méthode, la guerre conçue par Arafat qui définit le contexte dans lequel s'est exprimé Klein ces dernières années, s'inscrit dans le schéma des guerres populaires, ou de la guerre asymétrique, théorisée par Mao Ze Dong. Quand on livre un combat contre une force très supérieure, il faut d'abord édifier un embryon d'Etat nouveau dans un périmètre géographique bien contrôlé. Pour Arafat et les stratèges de l'OLP, ce sont les Territoires, dont ils ont hérité grâce à Oslo. Puis, au cours d'un affrontement prolongé, phase de double



pouvoir, le but suprême est de substituer cet Etat nouveau, dont l'assise et l'importance croît avec les victoires militaires, à l'Etat antérieurement dominant, Israël. Quoiqu'en pense Théo Klein, Arafat n'a jamais voulu édifier un Etat palestinien dans les limites des Territoires, car il aurait alors renoncé à son objectif stratégique. Il lui fallait poursuivre la guerre, par tous les moyens, pour substituer *in fine* l'Etat palestinien naissant et en croissance à l'Etat d'Israël.

Mahmoud Abbas s'est aligné aujourd'hui sur la doctrine des deux États de Bush, avant tout pour forcer Israël au retrait et étendre le périmètre du pouvoir palestinien. Il n'a pris aucune mesure pour que l'Autorité palestinienne détienne le monopole de la violence légitime, or c'est la condition d'existence de tout État. Il a laissé prospérer les factions terroristes comme jamais, et il avance sur « le droit au retour » des positions de rupture qui font beaucoup douter de sa conversion à un État palestinien, pour solde de tout compte.

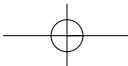
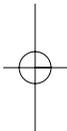
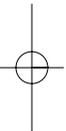
Mais substituer à l'Etat d'Israël une OLP transmutée en Etat palestinien, ce n'est pas simple. Les leaders palestiniens ont quelque peu divergé dès le début sur la méthode à suivre, et cela continue sous Abbas. On distingue dans leurs déclarations deux grands schémas pour parvenir à ce but. Le schéma de la submersion démographique et le schéma de l'affrontement : les deux stratégies peuvent dans une certaine mesure être employées de concert, mais elles s'inscrivent dans des échelles de temps tout à fait différentes.

L'arme de la démographie

Tous les Palestiniens donnent à cette arme une très grande importance, le but étant de submerger Israël par le nombre. Il y a quatre leviers pour modifier à moyen terme la composition ethnique de la population à l'Est du Jourdain.

D'abord ce que Sergio Della Pergola et Michel Louis Lévy appellent la « fécondité militante³⁹ » : les jeunes filles arabes sont retirées très tôt des cycles scolaires et mariées. Il s'ensuit une natalité phénoménale de 5,5 enfants par femme palestinienne, la plus élevée du monde arabe et l'une des plus hautes du monde. Cette vague qui compromet les chances de développement du futur pays et qui mène à une impasse pour la gestion de l'eau et l'équilibre écologique très fragile de la région, contraste avec le comportement infiniment plus sage de nombre de pays arabes qui enregistrent des baisses sensibles de la natalité (la Tunisie, par exemple, est parvenue à une fécondité de 2,1 enfants par femme).

Le second levier démographique pour détruire Israël est le « droit au retour ». La conférence de Camp David a été un échec parce qu'Arafat n'a pas voulu renoncer à ce droit qui permettrait théoriquement à 3,5 millions de Palestiniens et assimilés de franchir les frontières de l'Etat hébreu et de faire leur jonction avec le million d'Arabes israéliens, modifiant immédiatement tous les

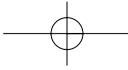


équilibres ethniques d'Israël dont la nature d'Etat juif deviendrait problématique. Le « droit au retour » reçoit un habillage religieux, aucun dirigeant arabe n'ayant le « droit » d'abandonner à des infidèles la terre attribuée aux Arabes par Allah. Des auteurs ont souligné l'exigence obstinée des négociateurs palestiniens, non seulement de permettre le « retour », mais aussi de faire en sorte que les futurs arrivants aient la nationalité israélienne et l'intégralité des droits afférents. Ils s'étonnent de ce désir acharné de prendre la nationalité d'un Etat qu'ils abhorrent, où selon eux, les Arabes sont soumis à une férule insupportable et à une discrimination systématique⁴⁰.

Ce n'est pas tout. Les Palestiniens mettent aussi en avant les « regroupements familiaux ». Des mariages entre jeunes musulmanes israéliennes et des résidents de Cisjordanie aboutissent à des transferts importants de population de Cisjordanie vers Israël. La loi israélienne sur le regroupement familial a été suspendue et, malgré des campagnes internationales indignées, Israël se tient sur cette position avant d'élaborer une nouvelle législation. Enfin, *last but not least*, les entrées de clandestins, toujours en provenance de Cisjordanie, pèsent encore sur cette tendance. On estime qu'en dix ans quarante cinq mille clandestins ont pu s'installer en Israël et régulariser leur situation.

L'arme de la démographie est à double tranchant. Elle crée des problèmes immenses à Israël, qui touchent au statut des Arabes israéliens dont la croissance rapide remet déjà en cause l'autorité de l'Etat en Galilée. Le contrôle des flux entrants, le statut des travailleurs journaliers dont le nombre est en chute libre et le bras de fer permanent sur la question du « retour » que la « Feuille de Route » laisse délibérément ouverte, sont autant de cauchemars. Mais si le terrorisme palestinien ne risque pas de manquer de bras, la gestion de cette croissance démesurée pose des problèmes économiques presque insurmontables aux responsables des « territoires libérés ». Il se noue là des déboires incalculables à terme, aussi bien pour les Israéliens⁴¹ que pour toute autorité palestinienne à venir.

Bien entendu, à court terme, le « droit au retour » est l'arme de guerre démographique la plus efficace. Sur cette question, à la différence de « L'Autre voix juive », un groupuscule d'extrémistes juifs anti-sionistes⁴², Théo Klein ne soutient pas les Palestiniens⁴³. Mais, poursuivant sa politique borgne, il esquivé l'évidence que, derrière le droit au retour, ce sont les fondements mêmes de l'Etat juif que les Palestiniens attaquent (d'innombrables observateurs parfois défavorables aux Israéliens le reconnaissent). Et que l'enjeu n'est pas politique, ni national ; c'est l'éradication de tout pouvoir juif dans un recoin du Dar al-Islam. S'il avait voulu voir et comprendre la nature du défi lancé à Israël, peut-être Klein se serait-il abstenu de rejoindre l'armée des « idiots-utiles ». D'autant



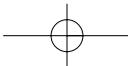
plus que les tentatives de noyade démographique d'Israël se sont accompagnées d'une stratégie de confrontation, cocktail de menées armées et d'une propagande particulièrement perfide.

La stratégie de confrontation

Bien que l'Intifada al-Aqsa dont elle est l'expression achevée apparaisse aujourd'hui comme un échec aux yeux des observateurs, y compris arabes et européens, la stratégie de confrontation, très prisée par l'ancien pouvoir palestinien personifié par Arafat, est un redoutable développement de la doctrine de la guerre populaire fondée par Mao Ze Dong et renouvelée par les Algériens et les Vietnamiens dans leurs guerres d'indépendance. Mao Ze Dong avait compris que dans une guerre asymétrique, il est décisif pour le « faible » de conquérir des zones de repli, de mobiliser et d'endoctriner la population, et de n'engager que des combats tactiques à dix contre un, même si le rapport des forces stratégiques est de un contre dix. S'ensuit une guerre prolongée de basse intensité, qui peut s'étaler sur des décennies, au cours de laquelle l'adversaire s'use et perd le goût de poursuivre le combat. Les Algériens et les Vietnamiens ont ajouté à ce schéma la guerre de propagande internationale et la division interne de la société de l'adversaire. Vo N'guyen Giap, qui conseillait et entraînait les groupes armés palestiniens dans les années 1970, leur expliqua : « Notre stratégie était à la fois militaire, politique, économique et diplomatique, bien que la composante militaire fût la plus importante... En 1968, j'ai compris que je ne pourrais pas vaincre les 500 000 hommes des troupes américaines qui étaient déployées au Vietnam ; je serais incapable de couler la 7ème Flotte et ses centaines d'avions, mais je parviendrais à introduire dans les foyers des américains, des images qui leur donneraient l'envie folle de stopper cette guerre »⁴⁴.

Le défunt Arafat et l'OLP avaient parfaitement compris les principes de ce type de guerre. Fuyant toute rencontre militaire directe avec l'armée israélienne, ils ont déployé leur action sur trois axes principaux :

- la division de la société israélienne pour paralyser les centres de décision nationaux et faire douter la population de son propre Etat ;
- l'épuisement moral et économique de ce pays, si dynamique qu'il est un défi pour un monde arabe retardataire. Les attentats-suicides et le terrorisme sont le premier instrument pour atteindre ce but ;
- l'isolement international d'Israël. Il s'agit à la fois de le délégitimer, de rompre si possible ses liens économiques, scientifiques et culturels avec le reste du monde et de l'exposer au risque d'une ingérence militaire à la manière de la Serbie. Un des objectifs les plus décisifs de cette politique d'isolement, c'est de parvenir à couper Israël des diasporas juives américaines et européennes qui



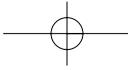
sont l'appui le plus naturel et le plus disponible d'Israël dans le monde. On verra plus loin que des personnages comme Théo Klein sont les vecteurs de prédilection d'isolement d'Israël : ils ratifient, en tant que Juifs, les arguments délégitimateurs, et ils divisent profondément les diasporas.

C'est la guerre asymétrique, autant de coups portés aux paramètres vitaux d'Israël, qui combinés et sur la durée pourraient devenir mortels.

Une approche complaisante du terrorisme

Le terrorisme est, on l'a vu, une composante « technique » de la guerre d'Arafat. C'est une forme de guerre abominable, condamnée par les conventions internationales parce qu'elle cible les civils de tous sexes et de tous âges. Le terrorisme est conditionné par l'abolition progressive de tout ce qui a été acquis par les sociétés humaines pour passer de la barbarie à la civilisation. Mais c'est une entreprise pensée, organisée, planifiée, financée, dont les stratégies palestiniens attendent un « rendement » parfaitement identifié. Les attentats-suicides brisent le tourisme, importante source de revenus d'Israël ; ils handicapent l'économie car ils détournent des ressources considérables vers des emplois stériles comme la sécurité, la construction d'ouvrages de défense coûteux comme les barrières, l'acquisition d'armes, et ils créent une atmosphère défavorable aux investissements nationaux et étrangers⁴⁵. Enfin, *last but not least*, ils rendent la vie quotidienne de la population à ce point impossible, que sans espoir, sans avenir, appauvris et apeurés, on pourrait peut-être escompter le départ des Juifs du Proche Orient. Le terrorisme, c'est une stratégie pensée, donc tout sauf un syndrome d'humiliation ou de désespoir, une éruption de colère ou une poussée de fièvre.

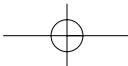
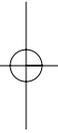
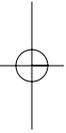
Pas pour Théo Klein. Ce dernier va même jusqu'à lui donner une part de légitimité parce qu'il est selon lui une émanation du peuple : « si le peuple le soutient, le terroriste devient un combattant »⁴⁶. Un combattant qui tue au hasard des femmes et des enfants, des jeunes et des vieux. Dans certains cas, dont le cas palestinien, il « traduit la volonté de survie d'un peuple, il ne peut être combattu qu'en accordant sa dignité à ce peuple »⁴⁷. Les accents de Klein sont fortement teintés par le lexique marxiste et trotskyste des années soixante, ce décalque de la pensée et des pratiques totalitaires. Le « peuple » est une abstraction, le « combattant » aussi. Les Chrétiens et les animistes du Soudan, soumis pendant plus de vingt ans à une guerre génocidaire des islamistes de Khartoum qui a fait plusieurs millions de morts, n'ont jamais envoyé leurs enfants se faire exploser sur les marchés de la capitale. Les malheureux musulmans noirs du Darfour, poursuivis par les milices arabes *Janjawid*, parqués dans des camps où seraient morts chaque mois entre 10 et 20 000 personnes,



ne se sont pas non plus lancés dans le terrorisme : curieusement, ils ne détournent pas les avions, n'attaquent pas les écoles, ni les autobus, ni les pizzerias...

Le contresens de Théo Klein sur la « spontanéité » du terrorisme est flagrant. Un peu de curiosité sur les pratiques palestiniennes d'établissement des structures terroristes et de conditionnement de la population lui aurait permis d'approcher un processus qui commence à la maternelle, avec l'enseignement de la haine du Juif, repris par la Mosquée et la télévision. Qui se poursuit avec la sélection des profils de personnalité adaptés qu'il faut longuement préparer, la mise en place des équipes de repérage, des artificiers qui livrent l'explosif dûment conditionné, et des accompagnateurs qui vont acheminer la bombe humaine vers ses cibles innocentes. Qui se termine par les opérations de communication (la diffusion du film du *shahid* récitant sa profession de foi, le tirage des affiches du nouveau héros), de revendication du crime auprès des médias internationaux, et par le versement des sommes d'argent promises à la famille éplorée du nouveau héros. Une chaîne logistique complexe. Mais Théo Klein est borgne : pourquoi jeter un regard sur les tactiques de « l'autre côté » que l'on s'est interdit d'analyser de l'intérieur ? Le kit post-marxiste suffit.

Selon l'inusable système de la permutation des rôles, il ne reste plus qu'à désigner la victime comme coupable de ce qu'on lui a fait. Le terrorisme, nous explique Klein, c'est la faute d'Israël. Rengaine banale et ressassée *ad nauseam*. Si Klein fait quand même preuve d'un peu d'originalité, c'est pour la hargne féroce, la fureur qu'il va mettre à dénoncer ceux qui, dit-il, sont les siens. « Une population qui est violemment soumise à un pouvoir extérieur – je considère que c'est le cas dans les territoires palestiniens – qui a l'impression d'être humiliée, suscite le terrorisme et le nourrit. Elle finit par se convaincre que le seul moyen de se faire entendre, c'est le terrorisme... »⁴⁸. Juste après le terrible mois de mars 2002 où les attentats, dont la monstrueuse boucherie de Netanya pour le Seder de Pâque, firent plus de cent tués, Israël se résolut à réinvestir les grandes villes palestiniennes pour y démanteler les structures de la guerre terroriste. La fin de la violence et le contrôle des groupes terroristes, c'était l'engagement central des Palestiniens, pris et confirmé sur le papier à Madrid, à Oslo, à Washington, à Wye, à Charm el-Cheikh, à Taba, etc., mais jamais tenu... Il faut avoir en tête qu'au moment du déclenchement de l'Intifada en septembre 2000, 98 % de la population palestinienne était administrée par l'Autorité palestinienne, dans les zones dites A et B. Cela relativise beaucoup l'accusation d'une soumission violente « à un pouvoir extérieur » que soutient Klein sur les brisées de la propagande palestinienne. Mais quand il s'agit d'Israël, rien n'arrête la soif dénonciatrice de Klein : « On entre dans les villes palestiniennes, on arrête, on tire, on rase les maisons, on fait peur, on humilie

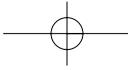


et j'en passe. Résultat ? Le terrorisme est-il éradiqué ?... il me semble impossible d'étouffer ce type de violence : il s'agit du combat d'un peuple »⁴⁹.

Théo Klein va répondre à sa façon à la question : « comment mettre un terme au terrorisme ? » La réponse est péremptoire ; seule la population d'appartenance des terroristes, en l'occurrence la population palestinienne, peut le combattre, puisqu'il n'est que le reflet, qu'une expression, de sa colère. Ce qui a provoqué le dépit le plus douloureux chez les Israéliens quand il s'est avéré que le processus d'Oslo avait bel et bien échoué et que leur pays avait été la victime d'une ruse stratégique magistrale, c'est d'avoir remis leur sécurité entre les mains des Palestiniens. Israël avait en effet armé et entraîné les forces de sécurité palestiniennes, conçues pour donner à Arafat les moyens de tenir son engagement d'éradiquer toute violence dans son camp. Ce dernier a bien sûr retourné ces hommes et ces armes contre les Israéliens.

Et voilà maître Klein qui propose maintenant de confier aux mêmes Palestiniens le soin de les protéger à nouveau du terrorisme ! « Et le terrorisme, me direz-vous ? Il ne peut être combattu, vous le savez, qu'à l'intérieur de chaque peuple – dès lors que celui-ci ne peut plus le considérer comme une forme de combat »⁵⁰. Théo Klein, qui est avocat, devrait s'informer sur les systèmes de décision politiques, judiciaires et extrajudiciaires palestiniens. Le « collaborateur », et quiconque formule la moindre réserve pour la politique terroriste, risque sa vie et celle des siens à tout moment. Une chasse impitoyable est faite à toute critique de la politique de harcèlement terroriste et des pratiques locales des mafias du Fatah. L'ancien ministre d'Arafat, Nabil Amr, une huile, en a fait l'expérience. A l'issue d'une émission télévisée où il a critiqué la politique d'Arafat, on lui a tiré dessus et il a fallu l'amputer d'une jambe. C'est une huile... Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï, respectivement président et premier ministre de l'Autorité palestinienne, ont essuyé le feu de groupes liés au Fatah. L'embryon d'Etat palestinien, qui a plus de dix ans d'âge aujourd'hui, est déjà un Etat voyou, une organisation totalitaire particulièrement brutale. Abou Mazen a fait l'aveu que son différend avec Arafat, il y a deux ans, avait failli lui coûter la vie⁵¹. Et pour Klein, c'est au « peuple » de mettre à bas, à mains nues, les structures terroristes ! L'homme est trop fin pour ignorer que ses propres affirmations sont un monument d'absurdité. Que cherche-t-il alors ? En remettant « au peuple palestinien » le monopole de la lutte contre le terrorisme, il retire aux Israéliens toute légitimité pour la prendre en charge. Toujours ce fameux refus à Israël du droit de se défendre, mais visiblement pas de tendre l'autre joue.

Dans une envolée extraordinaire, Théo Klein explique comment il s'y prendrait, lui, avec le terrorisme. Il donne l'exemple de l'attentat ignoble de la discothèque Dolphinarium à Tel Aviv qui, le 1^{er} juin 2001, tua vingt-et-un adoles-

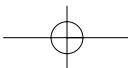


cents qui allaient danser : « ... Sharon a décidé de ne pas réagir... et il a lancé l'idée d'un cessez le feu... Je lui ai écrit à ce moment-là pour lui dire que... je pensais qu'il était impossible de demander aux Palestiniens ce retour pur et simple à la case départ... "Faites ce geste de reconnaissance et de respect à l'égard de la population palestinienne par la reconnaissance de l'Etat palestinien" »⁵². Reprenons le raisonnement. Les terroristes palestiniens tuent dans des conditions horribles, vingt-et-un adolescents. Sharon, en homme d'Etat, tente d'utiliser l'émotion du monde comme instrument de pression sur le groupe d'Arafat, pour l'amener à renoncer à la violence. Il s'abstient de toute riposte et propose un cessez-le-feu. Klein entre en scène. Non, dit-il, les Palestiniens ne peuvent pas revenir à la case départ, celle de la non-violence, on ne peut pas leur demander une telle chose. C'est donc qu'il était *de facto* légitime pour eux de tuer vingt-et-un adolescents israéliens et qu'ils n'ont qu'à continuer. Cesser de faire des boucheries avec des enfants, c'est trop leur demander selon Klein, si on le comprend bien. Pour obtenir leur adhésion, il propose qu'on leur donne « quelque chose » de plus. C'est-à-dire que l'on rémunère le terrorisme. Ce « quelque chose », ce salaire, ce n'est sur la suggestion de Klein, rien moins qu'un Etat. Tuez vingt-et-un adolescents et vous aurez un Etat. Tuez-en quarante deux et vous aurez quoi ? Et ce n'est pas tout, il faut associer aussi à ce don, dit le stratège, des marques de reconnaissance et de respect.

Les faits montrent d'ailleurs que contrairement au postulat de Klein et d'autres, qui prétendent qu'on ne peut rien faire contre le terrorisme sauf incliner la tête, le combat israélien a remporté des succès notables. De nombreux observateurs, dont des Palestiniens, pensent que l'on peut parler d'une défaite militaire de l'Intifada⁵³. Si le nombre total des attaques terroristes n'a pas baissé (24 000 en cinq ans soit près de 5 000 par an), leur « productivité » s'est effondrée sous le double effet de la barrière de sécurité et de la posture d'offensive permanente des forces israéliennes, dont le Hamas et le Djihad islamique ont fait l'expérience cuisante jusqu'à l'avènement de l'accalmie, la Tah'dia. Théo Klein demandait de s'en remettre à une abstraction, « le peuple palestinien », donc de désarmer. Avec de telles recommandations, sommes-nous vraiment dans le registre du vrai et du faux, de l'analyse juste ou erronée ? Ou bien dans une construction un peu misérable, pour dénoncer l'Israël agressé et lui refuser d'autre choix que recevoir des coups en silence ?

Reductio ad Hitlerum : l'accusation de nazisme

Eric Marty raconte avec finesse, le choc que fut pour lui, qui n'est pas juif, la lecture d'un article où par des voies très détournées mais diaboliquement efficaces, Mouna Naïm allait indirectement instiller dans l'esprit de ses lecteurs du

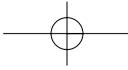


Monde une assimilation entre les Nazis et les Israéliens⁵⁴. Théo Klein, la « figure du judaïsme français », lui emboîte le pas et atteint le stade ultime de la diffamation, en procédant de la façon indirecte et biaisée qui avait tant affecté Eric Marty : « Alors, amis qui vivez, qui luttez et qui souffrez sur la terre d'Israël... Faites votre examen de conscience. Demandez-vous si vous avez vraiment regardé ce peuple qui est parmi vous, ces Palestiniens, habitants de notre terre commune, qui sont faibles, appauvris, sans travail trop souvent, soumis à une incessante suspicion, arrêtés, fouillés, bloqués, renvoyés, humiliés. Nous avons connu ces temps-là ; ces mesures, nous les jugions déshonorantes »⁵⁵. Les Juifs israéliens se comportent bien avec les Palestiniens comme les Nazis se sont comportés avec eux. En fait Klein recoupe à sa façon les invariants accusatoires de la propagande palestinienne qui associent inlassablement l'étoile de David et la croix gammée⁵⁶. Pour Klein, les Palestiniens sont appauvris, frustrés, humiliés, écrasés par l'occupation israélienne ; ils connaissent le sort des Juifs de naguère, infligé par les Juifs d'aujourd'hui qui revêtent l'habit du SS ou du Kapo : « Comme nous naguère, eux [les Palestiniens] savent ce que signifie être opprimés, dédaignés et savent le prix de l'espérance »⁵⁷. Et il insiste, dans une de ces lettres à Ariel Sharon que *Le Monde* publie avec délectation : « Souvenez-vous de nos cris et de nos lamentations d'antan ; souvenez-vous des temps où nous étions piétinés par ceux qui assuraient alors l'ordre à leur façon »⁵⁸. L'ancien résistant juif français Théo Klein a déjà choisi d'être borgne. Le voila aussi amnésique.

La question du statut moral des protagonistes de la guerre palestinienne mérite un éclairage d'une autre force que les imprécations de Théo Klein, car par-delà Israël, c'est l'aptitude des démocraties à fournir les réponses armées indispensables aux entreprises terroristes, sans renoncer à leurs principes, qui est interrogée.

Le défi le plus essentiel posé à Israël au cours de l'Intifada a été de contenir la guerre sale palestinienne sans se mettre à ressembler à ses adversaires. Les techniques d'affrontement palestiniennes, construites sur les modèles les plus obscurantistes des sociétés arabes du Proche Orient et renforcées par plusieurs décennies de culte de la haine, représentaient un risque éthique élevé pour Israël.

On peut citer, parmi les techniques « sales », l'utilisation des enfants comme boucliers humains, ou leur exposition en première ligne pour provoquer des drames et alimenter les opérations de propagande. Ou les hommes armés qui combattent sans uniforme et se fondent avec leurs ateliers de fabrication d'armes au cœur de la population civile. Ou les attentats-suicides, arme principale des trois dernières années, qui meurtrissent délibérément la chair de la société israélienne. Et, sommet de la perfidie, l'appareil de propagande qui alimente en permanence la haine par la production de faux à usage des Palestiniens et de l'opi-



nion internationale. Pour cette dernière furent inventés le meurtre du petit Al Dura par les soldats israéliens, le massacre de Jénine, l'emploi de munitions à uranium appauvri, etc. Pour l'opinion arabe, c'était plutôt le complot juif pour détruire les mosquées de Haram al-Sharif, le striptease des soldates pour piéger les Palestiniens, l'empoisonnement de l'eau, le chewing-gum pour exciter l'appétit sexuel de la femme arabe et corrompre la société, etc. Le tout coiffé par l'entretien du racisme et de la haine antisémites dans toutes les instances de communication possibles, de l'école aux médias en passant par les mosquées.

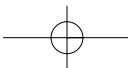
La réponse d'Israël est bien connue : élimination ciblée des chefs et des cadres terroristes, démantèlement des structures terroristes implantées dans les grandes villes palestiniennes, blocage de la mobilité des groupes armés par le déploiement de check points et la construction de la barrière de sécurité, destruction des maisons des auteurs d'attentats qui a dissuadé de nombreuses familles d'accepter les exploits sanglants de leur futur héros, etc.

Les dommages occasionnés par Israël à la population palestinienne sont certains. Mais Israël a-t-il le choix ? Malgré la nature « sale » de la guerre qui lui était faite, ou peut-être justement parce qu'elle était « sale », l'option fondamentale d'Israël a été de ne pas transgresser les lignes rouges posées par l'éthique, la morale et la société ouverte.

C'est ainsi qu'Israël a souvent fait prendre des risques à ses soldats ou à sa population pour limiter ceux de la population civile palestinienne. La ville de Sdérot par exemple, qui est située à l'intérieur de la « ligne verte », reçoit quotidiennement depuis des mois des roquettes Kassam tirées au hasard, qui choquent la population et ont causé des morts (un bébé et un enfant de quatre ans tués le 29 septembre 2004), des blessés, des pertes matérielles, etc. Ces roquettes sont tirées de la zone urbaine palestinienne de Beit Hanoun dans la bande de Gaza. Quel autre pays au monde accepterait ce feu d'artillerie permanent sur son territoire sans raser Beit Hanoun ? A Jénine, en 2002, on a choisi d'envoyer les fantassins dans les ruelles du Camp plutôt que réduire les sources de tir par l'artillerie ou l'aviation, au prix de lourdes pertes humaines.

Les Israéliens se gardent de ressembler à leurs adversaires pour des motifs solides.

Si elle veut éviter la paralysie, l'armée, qui est une armée de conscription, est d'abord contrainte de légitimer son action et ses méthodes auprès de la population israélienne dont les exigences morales sont sans doute les plus élevées au monde. Elle tient en même temps à demeurer irréprochable aux yeux de l'opinion internationale, au moins aux yeux des experts militaires et des états-majors, puisque la propagande arabo-palestinienne et européenne rendent tout éclaircissement impossible dans les médias de grande écoute.

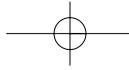


L'armée israélienne est fondée sur l'efficacité, le renseignement, la capacité d'analyse, la maîtrise technologique, le professionnalisme. Autant de qualités incompatibles avec les dérives barbares qui ont triomphé chez les Palestiniens et qui les ont affaiblis. Pour préserver son opérationnalité très exigeante pour les personnels, l'armée ne pouvait pas se laisser entraîner sur le terrain arriéré de ses adversaires. De plus, dans le contexte d'une menace terroriste permanente, les missions de l'armée évoluent. Outre la capacité à faire la guerre contre des forces organisées de façon classique, sur la base d'un Etat ou d'une coalition, elles doivent donner aux citoyens le sentiment qu'elles oeuvrent à leur sécurité, même si le péril est mal identifié, même s'il peut frapper n'importe où, à n'importe quel moment. Cette mission nouvelle ne peut être remplie que si les rapports de confiance entre le citoyen et l'armée sont solides, donc si l'armée donne des garanties de légalisme et de moralité. Les succès de l'armée israélienne contre l'Intifada terroriste dans le maintien de normes éthiques élevées est, de ce point de vue, un modèle pour les pays occidentaux⁵⁹.

L'armée n'est pas pour autant la seule garante de sa propre conduite. Les autorités israéliennes ont accepté le déploiement d'une incroyable infrastructure médiatique étrangère qui scrute chaque pouce d'espace, les engagements, les déclarations, etc. Les médias israéliens qui s'ajoutent à cette armada ne sont pas les moins vigilants ni les moins critiques. Ce n'est pas tout : la Cour Suprême contrôle et censure nombre d'initiatives des militaires, le tracé de la barrière, et même la destruction de telle ou telle maison. Sa saisie est particulièrement facile puisqu'elle est accessible aux personnes physiques même pour des conflits dans lesquels elles ne sont pas parties ! Les décisions de la Haute Cour sont rendues avec une promptitude qui laisserait les justiciables français rêveurs, ce qui donne à l'autorité judiciaire un rôle de régulateur en temps réel.

Cette société hyper morale, et cet Etat, sont inflexibles avec leurs propres citoyens. Il y a environ cinq cent procédures judiciaires en cours contre des militaires et les Israéliens qui ont tenté de pratiquer le contre-terrorisme s'en mordent douloureusement les doigts⁶⁰.

Quand on voit un Théo Klein structurer ses prises de positions publiques pendant des années sur le manque de respect d'Israël pour les Palestiniens, sur leur violence et leur brutalité, pour déboucher enfin sur l'accusation de nazisme, on ne peut pas esquiver une interrogation sur l'état de la communauté juive de France, qui a pu donner, pour deux mandats, les responsabilités les plus éminentes à un individu de cet acabit. Un ancien président du CRIF ne peut s'adonner à des discours de ce genre que parce qu'il sait que le niveau d'information, le niveau de connaissance historique, l'aptitude à l'analyse politique dans sa communauté, ne le lui interdisent pas. Donc qu'il est notoirement insuffisant.



Quand on a joué aux victimes pendant des siècles...⁶¹

En passant du Proche Orient à la France, Théo Klein, qui n'a plus à analyser le côté palestinien « de l'intérieur », devrait être délivré de son hémiplegie cognitive.

De façon constante, malgré la conversion massive des leaders politiques français, si réticents à l'époque du gouvernement Jospin-Vaillant, à la thèse de la résurgence d'un phénomène identifié comme « antisémitisme », Théo Klein n'y croit pas : « J'appartiens à une génération qui a connu l'antisémitisme. Et je crains que les jeunes générations ne confondent un peu trop facilement les événements récents avec le véritable antisémitisme »⁶². Il éprouve même de l'irritation quand on évoque ce vieux cauchemar : « Dans l'intérêt commun... écartons de notre analyse de ces faits regrettables [actes de violence contre des Juifs], le fléau culturel et politique de l'hypothèse antisémite »⁶³. On comprend tout à fait que pour un homme qui a vécu l'affaire Dreyfus par la parole familiale, et personnellement Vichy et l'occupation, il y ait de la douleur à voir les Juifs de France, qui s'étaient élevés de l'enfer à une position de dignité apparemment inébranlable au sein de la nation française, se retrouver à nouveau, comme Sisyphe, tout au bas de la pente.

Sur un ton parfois déplacé⁶⁴, Klein explique pourquoi, selon lui, on se leurre en brandissant l'antisémitisme. En référence au nazisme sans doute, il pense que l'antisémitisme exige pour apparaître des conditions préalables, « une structure, un projet, des publications, des actes organisés, des ordres donnés, alors là, oui, il y a antisémitisme... il n'y a antisémitisme que lorsque coexistent une volonté et une organisation mise en place pour exercer cette volonté »⁶⁵.

Les faits sont cependant tenaces. Depuis l'année 2000, avec des fluctuations, les actes antisémites recensés par la Commission Consultative Nationale des Droits de l'Homme progressent tendanciellement. « Les actes d'antisémitisme ont augmenté de 61,4 % en 2004 par rapport à l'année précédente, atteignant un niveau supérieur au pic de 2002. Ils constituent en 2004, 62 % de l'ensemble des manifestations, alors que la population d'origine juive est évaluée à 1 % de la population nationale. La gravité de la violence antisémite s'accroît avec 117 agressions physiques dont 53 prenant pour cibles des mineurs »⁶⁶. Les dénombrements ne sont qu'un baromètre mais certaines données sont significatives : dans les années 1993-99 la proportion de la violence antisémite était inférieure au tiers des violences racistes recensées, elle franchit les 50 % en 2000 et en 2003 elle représente plus de 72 % pour retomber à 62 % en 2004⁶⁷. Ce qu'il faut bien voir, c'est que ces chiffres sont à rapporter au poids de la population juive dans la population totale, soit moins de 1 %. Cela signifie que

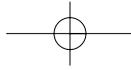
62 % des violences racistes et antisémites en 2004 s'appliquaient à 1 % de la population seulement : en « poids unitaire », les Juifs avaient donc 65 fois – soixante cinq fois ! – plus de chances que l'habitant « moyen » du pays d'être exposés à cette violence, ce qui est énorme. On peut alors comprendre l'émotion qui s'est emparée des Juifs de France, et trouver indécent que Théo Klein ose prononcer devant les caméras que « Quand on a joué aux victimes pendant des siècles, on sort difficilement de ce rôle-là »⁶⁸.

Les actes antisémites, s'ils y ont grandement contribué, ne sont pas le seul facteur à avoir radicalement modifié la représentation d'une fraction considérable des Juifs de son statut en France. Le comportement de l'institution judiciaire, le climat dans l'institution scolaire, les campagnes tenaces des médias les plus significatifs pour diffamer Israël⁶⁹, les décisions de politique internationale, comme le soutien à la personne d'Arafat, le faste républicain de ses funérailles, et l'appui à la guerre terroriste palestinienne avec des bémols de pure forme, créent un environnement qui déchire les Juifs entre leur appartenance au pays dont ils sont citoyens et leur attachement à Israël.

De façon symétrique, quand 55 % des Français ont répondu en 2003 aux sondeurs de l'Eurobaromètre qu'Israël était la première menace sur la paix mondiale, ils ont envoyé aussi un message négatif au judaïsme, donc aux Juifs de France, que ceux-ci ont parfaitement perçu, malgré la diversité des opinions.

Mais revenons à l'argument de Théo Klein selon lequel l'antisémitisme ne commence qu'à partir du moment où il est organisé et doté d'un projet. On s'est moqué de Staline, qui aurait dit : « Le Vatican, combien de division ? ». S'en tenir au modèle nazi, un parti, un programme, une phalange, comme seul modèle de l'antisémitisme, fait courir un grand risque de décalage avec les tendances de notre temps. Les militaires distinguent les modèles de hiérarchie (une armée et sa ligne de commandement) et les modèles de réseau (l'action de groupes relativement autonomes, épisodiquement coordonnés, partageant des visions et des objectifs communs). Le terrorisme international fonctionne par exemple en partie en réseau, de même que la guerre d'Arafat. L'antisémitisme moderne fonctionne sans doute aussi sur ce schéma, il n'a nul besoin d'un parti emblématique. La profusion des sites antisémites sur Internet en témoigne.

Dans ses formes contemporaines, ce très ancien racisme est irrigué par de puissants courants. Le monde arabe, où l'antisémitisme a atteint des niveaux au moins comparables à ceux de l'Allemagne nazie, déverse en France via la télévision, les CD, les cassettes et les imams fondamentalistes, un flux ininterrompu de messages antisémites qui cheminent dans les populations de culture arabo-musulmane. Il déverse vraisemblablement aussi par des filières opaques



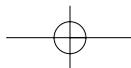
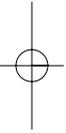
de l'argent qui influence la ligne des médias français dans le sens de la diffamation d'Israël. Voilà le canal de diffusion d'un antisémitisme structuré.

La fameuse politique arabe inaugurée par De Gaulle dans la continuité de la lutte d'influence contre les Anglais du début du siècle, vieille de près de quarante ans, a produit un empilement gigantesque de procès à Israël, année après année, de diffamations répétitives qui pèsent lourdement sur la faculté de discernement des intellectuels, des magistrats, des enseignants, des journalistes, et ont produit une hostilité généralisée contre tout ce qui se rapporte à Israël. De ce point de vue Théo Klein a tort de s'en remettre aux « ... plus hautes autorités de l'Etat... [qui] ne toléreront d'aucune façon l'antisémitisme... »⁷⁰. L'abondance des discours politiquement corrects de la période chiraquienne, mieux disposés les uns que les autres, mais assortis d'une agressivité inentamable à l'égard d'Israël, ne semble pas, à ce jour, avoir résolu le problème du harcèlement des Juifs en France⁷¹.

Plutôt que se focaliser sur l'éventuel état-major antisémite et son programme, l'approche la plus féconde consiste à se poser la question des fonctions assurées par l'antisémitisme. Dans les pays arabes, sièges d'un sinistre généralisé de l'économie et de la société, l'antisémitisme joue le rôle de dernier ciment et de bouclier pour les oligarchies régnautes. Comment s'en passer ? En France, les imams fondamentalistes sont taraudés par le risque d'une dissolution de la foi des musulmans dans la tourbière morale des Infidèles. Leur mission est de regrouper, d'islamiser et de réintégrer dans la Oumma les fidèles menacés. Pour donner prise à leur influence, quel levier fonctionne mieux que l'antisémitisme (l'antisionisme n'a pas de sens dans le monde arabo-musulman où les Israéliens n'existent qu'en tant que Juifs universels) ? Comment y renoncer ?

Les détenteurs français du pouvoir depuis De Gaulle, avec des nuances relativement modestes, ont tous recherché, comme un enjeu majeur, une influence auprès des pays arabes. Quel gage donner à ces derniers, sinon un antisionisme rageur qui entretient un grave malaise dans le judaïsme vivant ? Comment, aussi, y renoncer ?

La société française marche sur des œufs depuis des années, mise au défi par une large population de culture islamique, qui, pour une partie, désire imposer ses normes culturelles. A chaque instant, il y a un risque de choc frontal entre la majorité post-chrétienne et la masse immigrée. Par exemple, quand le 2 septembre 2004, en rétribution de la position de l'islam national face aux ravisseurs des deux journalistes français en Irak, Dalil Boubakeur demanda « qu'il y ait un jour férié pour le culte musulman »⁷², on ressortit l'éventualité de donner aussi aux Juifs le jour de Kippour. C'est ce qui permit de refuser ensuite ces nouveaux jours fériés aux deux religions en même temps. Les Juifs

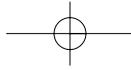


n'avaient rien demandé, mais ils ont servi de tampon pour éviter le tête-à-tête antagonique entre la majorité et l'insatiable minorité musulmane. Du même coup, les Juifs français se trouvaient un peu « dénationalisés », ramenés au statut de néo-arrivants et finalement d'étrangers. C'est ce rôle de tampon, ou de tête de Turc, qu'on va leur demander de jouer au gré des affrontements entre l'islam conquérant et une France sans consistance. Comment s'en passer pour un pouvoir apeuré ? C'est tout cela l'antisémitisme français. Il a de puissants ressorts et un bel avenir.

Théo Klein dénie et minore la montée antisémite. C'est un problème général : « Nous sommes face à un problème général de violence dans les banlieues. Ceux qui s'attaquent aux rabbins sont les mêmes qui s'attaquent aux pompiers, à la police, aux enseignants... Je ne vois pas dans tout cela la détérioration intrinsèque du Juif »⁷³. En même temps, il ne sait pas se priver de décocher le coup de pied de l'âne : « Je constate des mouvements violents du côté d'une certaine jeunesse maghrébine mais aussi parfois du côté de la jeunesse juive »⁷⁴. L'assertion est scandaleuse. En 2003 par exemple, le CNCDH n'a trouvé que trois incidents imputables aux « ultrasionistes » : le jet d'un cocktail Molotov sur une mosquée par un individu dérangé, une agression contre Mouloud Aounit et des lettres envoyées au bureau des surveillants d'une école.

Les propositions de Klein vont consister à diluer la lutte contre l'antisémitisme dans toutes sortes de combats : « Ce ne sont pas les Juifs qui sont les véritables cibles, même si ce sont eux qui prennent les coups : c'est, bien au-delà des synagogues brûlées ou des Juifs insultés, la société pluraliste, les valeurs humanistes qui sont visées »⁷⁵. Ce sont donc ces valeurs que les Juifs doivent prendre pour drapeau : « Le combat doit se situer à son niveau véritable, et ce niveau n'est pas celui de l'antisémitisme ou de la judéophobie : c'est celui des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la laïcité de l'Etat, du respect de la dignité de chacun »⁷⁶. La CNCDH ne partage pas ce point de vue. Dans le chapitre sur les perspectives, elle note : « Le phénomène spécifique de l'antisémitisme a continué à être très présent dans la société française en 2003. Il ne peut être confondu avec les autres manifestations du racisme, bien qu'il en fasse partie »⁷⁷.

La spécificité de l'antisémitisme appelle bien entendu un traitement spécifique et surtout une mobilisation de la société française et des Juifs, impossibles si le phénomène n'est pas identifié et analysé pour ce qu'il est. Théo Klein supplie les Juifs de ne pas « brandir avec véhémence nos intérêts particuliers »⁷⁸. Pourquoi une catégorie visée ne se défendrait-elle pas ? D'autant que l'antisémitisme est un signe d'alarme, non seulement pour les Juifs mais pour les fondements démocratiques et éthique de la société toute entière. On retrouve



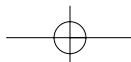
ici l'hémiplégie cognitive de Théo Klein. Au Proche Orient, il ne voulait pas connaître le côté palestinien, ici, il ne veut pas voir que le statut des Juifs de France est secoué sur ses bases, et il leur dénie aussi le droit de se défendre. Il faut dire qu'une diaspora française combative, intraitable aussi bien dans son identité française que dans son attachement naturel à Israël, voilà qui ne fait pas l'affaire de la guerre palestinienne, à plusieurs milliers de kilomètres de là.

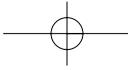
Conclusion

Les questions soulevées par le conflit centenaire du Proche Orient sont innombrables mais elles restent le plus souvent en friche, étouffées par le fracas des explosions et la guerre de propagande palestinienne, le paramètre central de la manœuvre stratégique conçue par feu Arafat. Par exemple, il aurait été fécond de se demander quelles relations Israël doit établir à moyen terme avec son environnement géopolitique ; ou comment concilier la dynamique démographique de la zone et son pluralisme ethnique et religieux, ou encore si les Palestiniens ont bien contribué à élaborer une doctrine aujourd'hui transférée dans les pratiques de l'action terroriste internationale, etc. L'élucidation de ces questions et d'autres, du moins leur approche dans des termes scientifiques, est un enjeu de connaissance.

En regard, il y a le bruit, le déversement d'une masse informe de nouvelles, d'articles, d'études, de reportages, de films et d'images dont la fonction unique est de brouiller toute approche rationnelle, de mettre en mouvement l'affectivité, d'égarer dans une impasse binaire : colonisateur/colonisé, oppresseur/opprié, bien/mal tant qu'on y est. L'enjeu est alors un enjeu d'intoxication. Il occupe en France, où les thèmes de la propagande arabo-palestinienne sont fidèlement relayés, une place démesurée dans la presse, dans l'édition, à l'école, etc.

Le discours de Klein n'est jamais organisé autour des enjeux de connaissance. Il refuse d'ouvrir son œil aveugle parce qu'il ne veut pas voir l'évidence de l'entreprise palestinienne et ses méthodes. Il tient un discours subjectif, sans colonne vertébrale, sans unité, méprisant souverainement les faits pour jouer sur les ressorts affectifs et la part irrationnelle de son lecteur ou de son auditeur. Rien n'est fait pour l'éclairer, tout pour l'empêcher de comprendre, pour le réduire à recevoir sans réagir un réagencement truqué de la réalité. Théo Klein alimente massivement ce registre de l'intoxication, sur le marché plus ciblé des Juifs français, en parfaite harmonie avec les orientations pro-arabes et palestiniennes des autorités françaises, incarnées par Hubert Védrine⁷⁹, Dominique de Villepin, Michel Barnier, Jacques Chirac. C'est l'aréopage de référence de Théo Klein, l'aliment de son discours de la servitude volontaire.





notes

1. « Si Israël disparaissait, j'aurais le sentiment d'un échec terrible... Toute culture a besoin d'une aire géographique, d'un terreau, d'une langue, d'un rassemblement... Nous avons besoin de subir cette épreuve, l'épreuve du pouvoir, l'épreuve du maniement de la force, l'épreuve de la gestion d'un Etat. » *Dieu n'était pas au rendez-vous*, Bayard, 2003, p. 106.

2. *Libérez la Torah !* Calmann-Levy 2001, *Dieu n'était pas au rendez-vous*, op. cit., *Petit traité d'éthique et de belle humeur*, Liana Levy, 2004.

3. Après le sommet d'Aqaba de juin 2003, Mahmoud Abbas a décrété à nouveau la fin de la violence, du bout des lèvres, le 8 février 2005 à Charm El Cheikh, lors d'un sommet tenu en présence de l'Égyptien Hosni Mubarak. Si le discours s'est nettement infléchi, Abbas n'a pris, en près d'un an de pouvoir effectif, aucune mesure concrète permettant de parler d'une fin de conflit. Les milices islamistes et du Fatah n'ont pas été désarmées, et la propagande de guerre demeure prégnante dans les médias, les mosquées, les écoles. Les opérations militaires n'ont pas cessé, elles se sont même diversifiées avec l'irruption de la guerre des fusées. De la date du sommet au 15 juin 2005 les Palestiniens ont lancé 657 opérations dont 45 % attribuées aux Brigades Al Aqsa du Fatah de Mahmoud Abbas, 36 % au Hamas et 15 % au Jihad islamique. Voir le *Rapport bi-mensuel du terrorisme palestinien depuis le sommet de Sharm el-Sheikh*, Institut du renseignement http://www.intelligence.org.il/fr/6_05/t15june_05.htm Par ailleurs, un sondage mené par le Palestinian Center for Policy and Survey Research en juin 2004 révélait que 55,2 % des Palestiniens étaient partisans des attaques armées contre Israël malgré l'adoption du plan de désengagement. <http://www.pcpsr.org/survey/polls/2004/p12b.html>

4 Voici un échantillon des adresses de Théo Klein à Ariel Sharon : « ... vous restez enfermé dans un raisonnement qui confond sécurité et domination. Croyez-vous qu'un peuple puisse accepter la patrie de bantoustans que vous lui proposez ? Accepteriez-vous que les frontières d'Israël soient surveillées par un gouvernement étranger ? Ne comprenez-vous pas que le Palestinien a le même droit à l'indépendance que l'Israélien ? Comment pouvez-vous demeurer dans le mépris, vous qui prétendez agir avant tout comme juif ? Auriez-vous oublié la blessure du mépris ? Voilà deux ans que vous n'avez su ni assurer pleinement la sécurité ni préparer la paix ; deux ans d'inaction politique... » *Monsieur Sharon, à vous maintenant...*, Théo Klein, *Le Monde*, 25 avril 2003.

5. *Der jüdische Selbsthass*, 1930.

6. op. cit., p. 32-37.

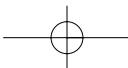
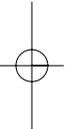
7. *Confluences Méditerranée*, n° 43, Automne 2002.

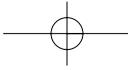
<http://www.ifrance.com/Confluences/auteurs/klein.htm>

8. *Le Manifeste d'un Juif libre*, Liana Levi, 2002, p. 121.

9. *L'Art de la guerre*.

10. « Permettez moi d'exprimer une idée : invitez tous les habitants de la Palestine-Israël, des rives du Jourdain à la mer et de la frontière du Liban à celle de l'Égypte, à sortir dans les rues le même jour, à la même heure, chaque semaine, et jusqu'au 28 janvier. Qu'ils se tiennent devant leurs maisons ou qu'ils se rassemblent ici ou là, tenant chacun dans la main une bougie, dont la flamme sera un





appel à la paix et à la vie. Imaginez qu'ils soient, de semaine en semaine, de plus en plus nombreux, le courage des premiers invitant au courage les autres. Qu'ils illuminent aussi leur terre commune. Après tout, n'ont-ils pas tous, Israéliens et Palestiniens, le même rêve de paix ? » Théo Klein dans *Shalom Amram Mitzna !*, *Le Monde*, 24 novembre 2002.

11. Entre cent autres cette recommandation sur le mode angélique : « Abattez le mur de la haine, renversez les barrières du refus, allez offrir au peuple palestinien, au nom du peuple d'Israël, le pain et le sel de la paix et du bon voisinage. » *Ariel Sharon et l'honneur d'Israël*, Théo Klein, *Le Monde* du 6 Septembre 2001.

12. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 79.

13. Lors d'un sondage effectué dans l'euphorie de Charm El-Cheikh, le 11 février 2005, les partisans de la poursuite de l'Intifada et leurs adversaires étaient à égalité à 46 %. Voir <http://www.imra.org.il/story.php3?id=24092>. Dans un précédent sondage de juin 2004 du *Palestinian Center for Policy and Survey Research* 52,5 % des Palestiniens étaient favorables à la poursuite des attaques armées contre Israël après l'adoption du plan d'évacuation unilatéral. (<http://www.pcpsr.org/survey/polls/2004/p12b.html>). Un autre sondage de l'Université Beir Zeit de septembre 2004 sur les intentions de vote à des élections générales donne 31,5 % de voix au regroupement Hamas plus Djihad contre 33,8 au Fatah (<http://home.birzeit.edu/dsp/opinionpolls/poll18/results.html>). Comme on le voit, les Palestiniens sont unanimement partisans de la paix...

14. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 78.

15. Théo Klein, *Israël-Palestine : la simple vérité*, *Le Monde*, 6 septembre 2002.

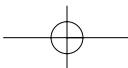
16. Programme politique adopté à la 12^{ème} session du Conseil National palestinien le 9 juin 1974.

17. Le 1^{er} septembre 1993, avant même l'échange de lettres avec Rabin (du 9 septembre) et la signature de la Déclaration de principes (du 13 septembre), Arafat déclarait sur Radio Monte Carlo que le Traité à venir « serait à la base d'un Etat palestinien indépendant en accord avec la résolution de 1974 du Conseil National Palestinien ». Il fait régulièrement référence à cette résolution depuis lors, même en anglais. Beaucoup plus récemment, le 1^{er} décembre 2003, le Fatah mettait les points sur les i pour ceux qui auraient pris à la lettre les « accords de Genève » : « Nous rappelons à ceux qui jouent avec l'avenir de notre peuple qu'un État palestinien indépendant sur les territoires occupés en 1967 ne fait pas partie du consensus stratégique, mais seulement d'un programme de transition, adopté par l'OLP lors de la réunion de 1974 du Conseil National Palestinien. » [voir BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights Press Release E-53-03 Décembre 2003].

18. La preuve de la non abrogation est donnée par le Memorandum de Wye River signé le 23 octobre 1998 qui consacre l'article II C 2 à la énième demande de modification de la fameuse Charte : « Le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et le Conseil central palestinien réaffirmeront la teneur de la lettre adressée le 22 janvier 1998 par le président de l'OLP, Yasser Arafat, au Président Clinton concernant l'annulation des dispositions de la Charte nationale palestinienne qui sont en contradiction avec les lettres échangées par l'OLP et le Gouvernement israélien les 9 et 10 septembre 1993. »

19. *Fayçal Hussein*, Alain Frachon, *Le Monde*, 2 janvier 2001.

20. *Les Accords d'Oslo étaient un Cheval de Troie*, Quotidien égyptien Al-Arabi. Interview avec le journaliste Shafiq Ahmad Ali publiée le 24 Juin 2001.



21. *Idem.*

22. « Le Mouvement de résistance islamique considère que la terre de Palestine est un territoire islamique consacré aux futures générations musulmanes jusqu'au jour du jugement. Le territoire, comme aucune de ses parcelles, ne doit être dilapidé. Ni un seul pays arabe, ni tous les pays arabes, ni aucun roi ou président, ni aucune organisation, ni toutes les organisations, qu'elles soient palestiniennes ou arabes, n'ont le droit de faire cela. La Palestine est un territoire islamique consacré aux générations musulmanes jusqu'au jour du jugement », *Charte du Hamas* du 18 août 1988, Article 11.

23. « *L'idée même des Palestiniens pouvant aujourd'hui chasser les Israéliens de leur territoire est une idée absurde, quand on connaît les forces en présence...* » Interview de Théo Klein par Thierry Thuillier dans le film de France 2 *Israël, questions interdites*, février 2004, Transcription et en mise en ligne sur www.upjf.org par Ménahe Macina.

24. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 109.

25. Gérard Fouchet, *Israël risque-t-il de disparaître ? Réflexion géostratégique sur la nouvelle Intifada*, *Revue Géostratégiques*, n° 5, Juin 2001.

26. *Tous américains ? Le monde après le 11 septembre 2001*, Fayard, février 2002, p. 93-94.

27. *L'Europe et la légitimité d'Israël*, Dominique Moisi, *Le Monde*, 2 mars 2004. Moisi rapporte dans le même article les propos d'un ambassadeur français pour qui, à quelque chose malheur est bon : « ... compte tenu de sa situation démographique et de sa compétition technologique et scientifique avec les États-unis, il était bien préférable pour l'Europe "qu'elle retrouve ses juifs" [une fois Israël disparu]. N'étaient-ils pas plus assimilables, compétents – en d'autres termes civilisés – que tous ceux qui pouvaient se présenter aux frontières de l'Europe sans éducation et sans préparation à la modernité ! »

28. *Les enfants de Rîfaa*, Fayard, Janvier 2003, p. 315.

29. *Idem*, p. 316.

30. *Idem*, p. 318.

31. *Israël-Palestine : la simple vérité*, Théo Klein, *Le Monde*, 6 septembre 2002

32. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 95.

33. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 64.

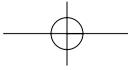
34. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 92-93.

35. *Ariel Sharon et l'honneur d'Israël*, Théo Klein, *Le Monde*, 6 septembre 2001.

36. *A Jénine, dans le fief des martyrs d'al-Aqsa*, Patrick Saint-Paul, *Le Figaro*, 15 septembre 2004.

37. Al-Anwar (Beyrouth) du 2 Août 1968, repris par *Jerusalem Post*, 16 septembre 2003.

38. Les organisations terroristes sont des organisations dont les opérations sont centrées sur l'attaque et la destruction des civils. Quand des civils sont atteints de manière collatérale dans une opération armée visant à la destruction de forces militaires, il n'y a pas terrorisme. Les organisations terroristes n'obéissent pas aux lois de la guerre : pour leur défense, elles utilisent systématiquement les civils comme des boucliers humains, augmentant les chances de leur implication directe dans la guerre. Le bilan de la seconde Intifada, où 77 % des morts israéliens sont des non combattants dont 30 % de femmes, démontre ce ciblage spécifique des civils israéliens. La première organisation terroriste, *Les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa*, est la branche militaire du Fatah, où évoluent de nombreux membres des services de sécurité qui obéissaient à Arafat. Mahmoud Abbas ne semble pas les contrôler.



39. Voir *What is the True Demographic Picture in the West Bank and Gaza ?*, Bennett Zimmerman and Prof. Sergio Della Pergola, Jerusalem Center for Public Affairs, Jerusalem, Issue Brief Vol. 4, No.19, 10 Mars 2005. Voir aussi *La démographie dans le conflit israélo palestinien, Commentaire*, n 104, hiver 2003-2004.

40. Raphaël Israeli, *The Oslo Delusion— or the Collapse of Axioms*, 2003.

41. La divergence des évolutions démographiques israélienne et palestinienne ne serait qu'un mythe pour certains analystes israéliens : *The Demographic Myth*, Itai Rom *Maariv-Hebrew ; Kol Hazman*-23 Juillet 2004.

42. Emanation trotskyste, ils prônent régulièrement pour le « retour » dans leurs manifestes. « Il reste que le peuple palestinien a le droit (...) de voir ses exilés et ses réfugiés choisir, dans des conditions à négocier, entre un retour viable sur la terre de leurs ancêtres et une juste indemnisation. » *N'abandonnons pas l'obsession d'une paix juste et durable*, Une autre voix juive, *Le Monde*, 28 septembre 2004.

43. « Ce qu'ils voulaient, c'était la reconnaissance par Israël qu'il y avait un droit au retour ou un droit à l'indemnisation. Mais ils ont posé le problème de façon à faire échouer la négociation [de Camp David]... », *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 99.

44. Joel S. Fishman, *Dix ans après Oslo : la stratégie de « guerre Populaire » de l'OLP et la riposte inadéquate d'Israël*, Jerusalem Center for Public Affairs, 1-15 Septembre 2003.

45. Si les travaillistes israéliens, très liés aux industriels et hommes d'affaire locaux, étaient si attachés au processus d'Oslo, c'est parce l'essor économique est conditionné par un climat de paix : certains d'entre eux étaient si désireux d'y parvenir qu'il n'ont pas vu se refermer sur eux les tenailles de la politique d'Arafat.

46. Théo Klein, *Ariel Sharon et l'honneur d'Israël*, *Le Monde*, 6 septembre 2001.

47. Théo Klein, *Monsieur Sharon, à vous maintenant*, *Le Monde*, 25 avril 2003.

48. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 112-113.

49. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 111.

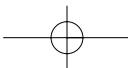
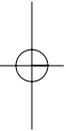
50. Théo Klein, *Ariel Sharon et l'honneur d'Israël*, *Le Monde*, 6 septembre 2001. Il continuera à tenir cette position par la suite : « ... un terrorisme qui ne peut pas être vaincu par les représailles, mais qu'il faut aider les Palestiniens à éradiquer pour leur propre avenir », Théo Klein, "Shalom Amram Mitzna !", *Le Monde*, 24 novembre 2002.

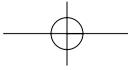
51. "Someone Was Going to Kill A former Palestinian prime minister on secret plans and plots", Interview à *Newsweek*, 21 juin 2004.

52. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 124-125.

53. C'est l'analyse de Mahmoud Abbas. Il pense pouvoir obtenir beaucoup plus, à court terme, par des moyens politiques (et un zeste de pression terroriste sans doute). L'estocade est pour plus tard. Arafat trop pressé ne l'avait pas compris.

54. « Une fois, c'est le 6 août 2001, il fait beau, on vient d'acheter *Le Monde* qui est daté du 7, et à la page trois, on sursaute – l'histoire fait sursauter – à la vue d'un titre : « Les « collabos » palestiniens toujours menacés, malgré l'appel de Yasser Arafat »... Dans ce bref article (deux courtes colonnes), le mot « collabo », avec à chaque fois des guillemets, apparaît à trois reprises ; de même





le mot « collaboration », qui lui n'apparaît qu'une fois. On a envie de comprendre plus assurément ce que l'on a tout de suite compris. On ne veut pas se contenter de l'évidence, on a envie de déplier le texte avec le bout des doigts pour qu'il nous empoisse moins... On prend les choses par le commencement : l'abréviation. Qui autrefois a abrégé ce mot pour le rendre plus hideux ? et qui désignait-il ainsi, il y a cinquante ans, réduit à trois syllabes ? Et qui désigne-t-il en français pour l'éternité ? Et puis on passe au second signe : que veulent dire ces guillemets ? Une citation ? de qui ? des Palestiniens ? Non, à l'évidence. Mais alors ? Qui Mouna Naïm cite-t-elle ? De quoi s'agit-il ici ? De désinformation un peu vicieuse qui joue avec les mots ? Oui. Du désir d'induire chez le lecteur une assimilation entre les nazis et les Israéliens ? Oui. Mais plus encore, il s'agit de blesser le juif, il s'agit de le rendre fou, il s'agit de dire au juif « tu as un double et ton double c'est celui qui t'a torturé à mort et qui te hante tant que tu l'imites », il s'agit de dire cela au juif de telle manière que ce raisonnement ce soit lui qui soit obligé le faire, que ce soit lui qui, à partir du mot « collabo », soit pris dans la contrainte logique d'en déduire la suite. Et si une fois ne suffit pas, malgré sa mise en valeur dans le titre, alors, on va le répéter dans l'article une fois encore, puis, deux fois, et finalement, trois fois... Le propos est clair : s'il est vrai que les Palestiniens ne sont pas totalement innocents, il y a toujours plus coupable qu'eux : les juifs (je dis bien les juifs et non les Israéliens, car le mot « collabo » s'inscrit dans le paradigme du nazisme), et ces juifs ne sont pas seulement plus coupables, ils sont le coupable qui explique et justifie tout. » Eric Marty, *L'Universel et le singulier*, Revue Cadmos, N° 2, Automne 2002.

55. Théo Klein, *Israël-Palestine : la simple vérité*, *Le Monde*, 6 septembre 2002.

56. « ... au plus fort de l'Intifada Al Aqsa, la presse israélienne a publié la photo d'un cortège dans Ramallah, où défilait un âne affublé d'un châle de prière juif et d'une croix gammée inscrite dans une étoile de David... » *The Oslo Delusion— or the Collapse of Axioms*, op. cit.

57. Théo Klein, *Monsieur Sharon, à vous maintenant...*, *Le Monde*, 25 avril 2003.

58. Théo Klein, *Cher Ariel Sharon*, *Le Monde*, 28 décembre 2003.

59. Lt col EMG Ludovic Monnerat, « *Comment Israël a forgé la défaite des Palestiniens en brisant l'asymétrie du conflit* », *Check Point Site militaire suisse* 26 septembre 2004 <http://checkpoint-online.ch/CheckPoint/Monde/Mon0096-IsraelPalestineDefaite-T.html>

60. C'est ainsi que Shlomo Dvir, Ofer Gamliel et Yarden Morag, accusés d'avoir préparé un attentat contre une école de filles palestinienne, ont été condamnés à des peines de douze à quinze ans de prison ferme le 30 septembre 2003.

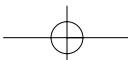
61. « *Quand on a joué aux victimes pendant des siècles, on sort difficilement de ce rôle-là.* » Interview de Théo Klein par Thierry Thuillier dans le film documentaire de France 2 *Israël, questions interdites*, février 2004. Transcription et en mise en ligne sur www.upjf.org par Ménahe Macina.

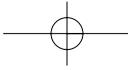
62. Théo Klein, *La violence dans les banlieues ne concerne pas seulement les juifs*, *Le Monde*, 4 décembre 2001.

63. Interview avec Judith Perignon, *Libération*, 5 février 2002.

64. « ...se positionner en victime potentielle... dès que l'un des nôtres est agressé me paraît inopportun et dangereux », *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 20.

65. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 35.





66. Rapport 2004 de la CNDCH.

67. Rapports 2003 et 2004 de la CNDCH.

68. Voir note 59.

69. Par exemple, le film *Les Portes du Soleil* du réalisateur égyptien Yousry Nasrallah, diffusé sur Arte les 6 et 7 octobre 2004, présente les Israéliens de 1948 comme des nazis, après celui de Eyan Sibon, *La Route 101*, au printemps 2004. Le film de Nasrallah a été financé entre autres par le Fonds Sud Cinéma (ministère des Affaires étrangères – ministère de la Culture et de la Communication et Centre National de la Cinématographie – France), le Fonds Francophone de Production Audiovisuelle du Sud (Agence Intergouvernementale et CIRTEF), France 2 et TV5, autant d'institutions publiques françaises. Voir http://www.diplomatie.gouv.fr/mediasociete/cinema/cooperation/production/films/2004/page_01.html « Le réalisateur pousse le parallèle tendancieux avec le nazisme jusqu'à montrer les soldats faisant des tas des vêtements abandonnés par les villageois à la façon des monticules de vêtements, lunettes, et cheveux faits par les nazis dans les camps d'extermination avant de faire entrer les Juifs dans les chambres à gaz. » Voir la description de ce film sur le site de Primo Europe <http://www.primo-europe.org/media.php?numdoc=Me-728543451>

70. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 39

71. Au premier semestre 2005, le nombre d'actes antisémites recensés serait deux fois moins élevé que dans la période correspondante de 2004. La visite d'Ariel Sharon à Paris, à la fin juillet 2005, marque un processus de modération dans les positions officielles de la France.

72. Dépêche AFP du 2 septembre 2004.

73. Interview avec Judith Perrignon, *Libération*, 5 février 2002.

74. *L'Humanité*, 18 novembre 2003

75. Théo Klein, *Une attaque contre le monde occidental*, *Le Figaro*, 16 janvier 2001.

76. *Idem*.

77. Rapport 2003 de la CNDCH.

78. *Le Manifeste d'un Juif libre*, op. cit., p. 20.

79. Quand on lui demande des comptes sur des propos tenus en 2002 : « Il n'y a pas forcément à être choqué que de jeunes Français issus de l'immigration éprouvent de la compassion pour les Palestiniens, et soient dans tous leurs états en voyant ce qu'il se passe. ». Les jeunes beurs ne peuvent-ils entendre dans ces paroles un encouragement à commettre des actes agressifs ? Hubert Védrine se retranche derrière Théo Klein : « ... j'ai cité Théo Klein, ancien président du CRIF, personnalité éminente et respectable, que j'admire beaucoup, dont les positions libérales sur le Proche Orient sont controversées... On pouvait être en désaccord avec la déclaration de Théo Klein, mais on ne pouvait pas la présenter comme justifiant les actes racistes ! Quant à moi, je n'ai fait que la citer. » Interview à Élisabeth Schemla pour Proche Orient Info du 19 juillet 2002.

